

Marché Public de Fournitures Courantes et Services

MAPA

Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)

Objet de la consultation

Maintenance préventive de la légionelle sur les sites du Fief de la Mare, de Marius Lacroix et ses structures rattachées

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : ACHETEUR PUBLIC.....	3
ARTICLE 2 : OBJET ET DUREE DU MARCHE	3
2.1. Objet du marché.....	3
2.2. Procédure de passation du marché.....	4
2.3. Variantes et prestations supplémentaires éventuelles (options)	4
2.4. Allotissement	4
2.5. Durée du marché.....	4
2.6. Délai d'exécution.....	4
2.8. Opérations de vérification et de réception	4
ARTICLE 3 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHE	4
3.1. Pièces particulières	4
3.2. Pièces générales	4
3.3. Autres pièces.....	5
ARTICLE 4 : PRIX ET DELAI DE PAIEMENT	5
4.1. Contenu des prix	5
4.2. Forme des prix	5
4.3. Avance	5
4.4. Modalités de paiement.....	6
4.5. Transmission de la facture électronique	6
4.6. Délai global de paiement -Suspension du délai de paiement- Pénalités retard de paiement.	7
4.7. Pénalités de retard.....	7
4.8. Nantissement et cession	8
ARTICLE 5 : SOUS-TRAITANCE.....	8
ARTICLE 6 : ASSURANCES ET RESPONSABILITES	9
6.1. Assurances	9
6.2. Responsabilités	9
6.3. Personnels d'intervention du titulaire.....	9
ARTICLE 7 : RESILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE DU MARCHE	9
7.1. Résiliation du marché pour faute du titulaire	10
7.2. Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire	10
ARTICLE 8 : DEROGATIONS AU CCAG/FCS	10
ARTICLE 10 : VOIES DE RECOURS.....	10

ARTICLE 1 : ACHETEUR PUBLIC

Groupe Hospitalier de La Rochelle-Ré-Aunis

Etablissement Public de Santé

Rue du Docteur Schweitzer

17019 LA ROCHELLE CEDEX

Téléphone : 05.46.45.69.69.

Télécopieur : 05.46.45.51.10

Mail : cellule-marches@ght-atlantique17.fr

ARTICLE 2 : OBJET ET DUREE DU MARCHE

2.1. Objet du marché

Le présent marché concerne la réalisation de la maintenance de la légionelle sur les sites du Fief de la Mare, de Marius Lacroix et ses structures rattachées, dont le Groupe Hospitalier de La Rochelle-Ré-Aunis est propriétaire ou locataire.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le **Cahier des Clauses Techniques Particulières**.

Clauses de réexamen :

☐ Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de passer un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence (MNSMC) dans les conditions prévues à l'article R2122-4 du Code de la Commande Publique pour l'acquisition de fournitures ou installations complémentaires. La durée de ce nouveau marché ne pourra dépasser trois ans.

☒ Suivant les dispositions de l'article R2122-7 du Code de la Commande Publique, les prestations pourront donner lieu à un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence (MNSMC) pour la réalisation de prestations similaires. La durée pendant laquelle les nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du marché public initial.

☒ Selon l'évolution de l'organisation du Pouvoir Adjudicateur, des sites extérieurs ou des services pourront être supprimés et/ou ajoutés. Chaque modification fera l'objet d'un avenant sur la base des prix issus du marché en application de l'article R2194-1 du Code de la Commande Publique.

☒ Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de contracter une ou des PSE en cours d'exécution du marché qui n'aurai(en)t pas été retenue(s) lors de l'attribution. Cette modification fera l'objet d'un avenant en application de l'article R2194-1 du Code de la Commande Publique.

☒ Le prestataire pourra voir sa mission s'étendre à l'échelle du Groupement Hospitalier de Territoire Atlantique 17 qui réunit les établissements suivants :

- ❖ Groupe Hospitalier de La Rochelle-Ré-Aunis (Etablissement support)
- ❖ Centre Hospitalier de Rochefort (Etablissement partie)
- ❖ Centre Hospitalier de Marennes (Etablissement partie)
- ❖ Centre Hospitalier d'Oléron (Etablissement partie)

Cette modification fera l'objet d'un avenant sur la base des prix issus du marché en application de l'article R2194-1 du Code de la Commande Publique.

☒ Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de contracter des travaux, fournitures, ou services supplémentaires dans la limite de 50% du montant du marché initial à condition qu'un changement de titulaire soit impossible pour des raisons économiques ou techniques. Cette modification fera l'objet d'un avenant en application de l'article R2194-2 du Code de la Commande Publique.

2.2. Procédure de passation du marché

La présente consultation est lancée suivant une procédure adaptée définie aux **articles R2123-1, R2123-4 et R2123-5 du Code de la Commande Publique**.

2.3. Variantes et prestations supplémentaires éventuelles (options)

Les variantes ne sont pas autorisées.

Le présent marché fait l'objet d'une prestation supplémentaire éventuelle : la maintenance de la légionelle dans les appartements de la psychiatrie et de l'ESAT.

2.4. Allotissement

Le présent marché n'est pas alloti.

2.5. Durée du marché

Le marché est conclu pour une période de 6 mois à compter de sa date de notification.

2.6. Délai d'exécution

La maintenance relative aux 1 888 points à traiter devra être achevée au 21 mai 2021.

La maintenance relative aux 65 points à traiter de la prestation supplémentaire éventuelle devra être achevée au 26 juin 2021.

En cas de non-respect des délais d'exécution, le titulaire encourt l'application de pénalités de retard selon l'article 4.7 du présent CCAP.

2.8. Opérations de vérification et de réception

Les opérations de vérifications sont celles prévues par le CCAG/FCS.

La réception quantitative et qualitative des prestations sera réalisée contradictoirement avec un représentant du titulaire du marché.

ARTICLE 3 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

3.1. Pièces particulières

- L'Acte d'Engagement et ses éventuelles annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant,
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières,
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières et son annexe.

3.2. Pièces générales

- Les normes en vigueur,
- Le Code de la Commande Publique,

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable aux Marchés de Fournitures Courantes et de Services en vigueur à la consultation.

Ces documents de référence du présent marché, non joints au contrat sont réputés connus des fournisseurs. Ces documents peuvent être retirés au siège ou sur le site internet du Journal Officiel, 26 rue Desaix, 75727 Paris cedex 15.

3.3. Autres pièces

- Les actes spéciaux de sous-traitance,
- L'offre technique et financière.

Toutes les pièces constitutives du marché doivent être paraphées et signées par le candidat et doivent porter le cachet commercial de la société.

ARTICLE 4 : PRIX ET DELAI DE PAIEMENT

4.1. Contenu des prix

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées conformément au bordereau de prix. Le prix sera indiqué hors TVA, puis toutes taxes comprises. Le taux légal de la taxe devra être indiqué à part.

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, ainsi que tous les frais nécessaires à la réalisation de la prestation.

4.2. Forme des prix

Le marché sera traité à **prix forfaitaires**.

Le titulaire reconnaît que son offre de prix comprend l'ensemble des éléments de mission décrits dans le CCTP et qu'elle est établie en tenant compte de l'ensemble des sujétions exposées dans les pièces de marché.

Les prix seront fermes et définitifs pendant toute la durée du marché.

4.3. Avance

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance pourra être accordée au titulaire, en application des articles R2191-3 à R2191-5 du Code de la Commande Publique si le montant du marché est supérieur à 50 000,00 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le paiement de cette avance court à partir de la notification du marché.

Le montant de l'avance est déterminé par application des articles R2191-6 à R2191-10 du Code de la Commande Publique. Cette avance est égale à 5% du montant initial du marché TTC.

Le montant de l'avance versée au titulaire n'est ni révisable, ni actualisable.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues aux articles R2191-11 et R2191-12 du Code de la Commande Publique. Le remboursement s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65% du montant TTC du marché; il doit être terminé lorsque ce total atteint 80% du montant minimum toutes taxes comprises.

4.4. Modalités de paiement

Le paiement s'effectuera selon les règles de la Comptabilité Publique par mandat administratif et en application des articles R2192-10 et R2192-11 du Code de la Commande Publique.

La facturation interviendra après exécution des prestations et lorsque la totalité des feuilles d'enregistrement sera transmise aux Services Techniques. Elle sera effectuée conformément au bordereau de prix annexé à l'acte d'engagement.

4.5. Transmission de la facture électronique



Conformément à l'article 4-I du décret n°2016-1478 relatif au développement de la facturation électronique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.



Le dépôt de la facture électronique est obligatoire pour toutes les entreprises depuis le 1^{er} janvier 2020. Toute facture papier sera automatiquement rejetée.



La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges. Conformément à l'article R2192-15 du Code de la Commande publique, la date de réception de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur correspond à la date de notification au pouvoir adjudicateur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur cette solution mutualisée.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'acheteur public doit rejeter la facture transmise en avertissant l'entreprise au préalable et l'invitant à utiliser «Chorus ».

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- Le numéro du marché et en cas de marché exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ;
- Le code d'identification du service en charge du paiement (cf. détail ci-dessous) ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

➤ Pour le Groupe Hospitalier de La Rochelle-Ré-Aunis (Siret n° 200 047 835 00018)

✎ Pour les factures issues du marché, le code service : TRAVO et le numéro du marché sont obligatoires pour le dépôt des factures.

4.6. Délai global de paiement -Suspension du délai de paiement- Pénalités retard de paiement

Conformément aux dispositions des articles R2192-10 et R2192-11 du Code de la Commande Publique, le délai global de paiement est de 50 jours à compter de la mise en ligne de la facture sur le site CHORUS PRO, qui correspond à la date de réception de la demande de paiement par l'établissement et qui constitue le point de départ du délai de paiement.

Les factures erronées, comportant des erreurs sur les quantités, les prix ou faisant l'objet d'une contestation seront rejetées, cette procédure aura pour effet de suspendre le délai de paiement. La reprise du délai se fera par l'envoi par l'entreprise titulaire des justifications demandées. Le nouveau dépôt de la facture sur le site CHORUS PRO fera foi pour le démarrage du nouveau délai global de paiement.

Les pénalités de retard de paiement seront appliquées conformément aux articles R2192-31 à R2192-36 du Code de la Commande Publique et au décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement.

4.7. Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, des pénalités pourront être appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire, dans les situations suivantes :

4.7.1. Pénalités pour dépassement des délais d'exécution

Le titulaire subit, en cas de retard des délais d'exécution fixés à l'article 2.6 du présent CCAP, une pénalité de 10,00 € HT par jour calendaire et par point d'eau de retard, à compter du 22 mai 2021 pour la maintenance des 1 888 points à traiter et à compter du 26 juin 2021 pour la maintenance des 65 points à traiter de la prestation supplémentaire éventuelle.

Si les retards sont causés par un problème de fourniture de matériel dû par le Groupe Hospitalier, ces pénalités ne s'appliqueront pas.

4.7.2. Pénalités pour non remise des feuilles d'enregistrement

En cas de non transmission des feuilles d'enregistrement, l'entreprise subit une pénalité de 10,00 € HT par jour calendaire et par feuille d'enregistrement manquante, à compter du 07 juin 2021 pour la maintenance des 1 888 points à traiter et à compter du 05 juillet 2021 pour la maintenance des 65 points à traiter de la prestation supplémentaire éventuelle.

4.7.3. Pénalités pour non entretien du chantier et des locaux

L'entreprise subit une pénalité de 200,00 € HT à chaque constat de non entretien du chantier et des locaux réalisé par le maître d'ouvrage. L'entreprise subira également le coût intégral du nettoyage s'il est effectué par une entreprise extérieure.

4.7.4. Pénalités pour non-respect des règles de sécurité

En cas de non-respect des règles relatives à la sécurité, à l'hygiène et à la signalisation générale du chantier, et sur simple constat du maître d'ouvrage, le titulaire encourt une pénalité de 250,00 € HT par consta.

4.7.5. Pénalités pour absence de présentation de sous-traitants

Dans le cas où un sous-traitant interviendrait sur le chantier sans avoir été au préalable présenté au Maître d'Ouvrage, le titulaire se verrait appliquer une pénalité forfaitaire de 1 000 € HT et le sous-traitant non déclaré sera exclu du chantier sur le champ.

4.7.6. Pénalités pour présence sur le chantier de personnes non déclarées

Toute présence sur le chantier d'une personne non déclarée fera l'objet d'une pénalité de plein droit de 1 500 € HT par personne. La personne non déclarée sera exclue du chantier sur le champ.

4.8. Nantissement et cession

Les demandes de nantissement ou de cessions de créances devront être formulées conformément aux textes en vigueur (notamment Code de la Commande Publique, Code Monétaire et Financier...).

ARTICLE 5 : SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut, dans les conditions prévues aux articles L2193-3 à L2193-14 et R2193-1 à R2193-4 du Code de la Commande Publique, sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu l'acceptation du pouvoir adjudicateur et l'agrément des conditions de paiement pour chaque sous-traitance.

En cas de sous-traitance, le titulaire du marché demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

Le sous-traitant doit être déclaré et approuvé par l'établissement hospitalier avant toute intervention sur le site. L'établissement ne pourra être tenu responsable d'un accident pour un sous-traitant non déclaré.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, le titulaire devra adresser la déclaration de sous-traitance par lettre recommandée avec accusé réception, au moins 30 jours avant l'intervention du sous-traitant et avant la fin du marché.

La déclaration de sous-traitance devra indiquer :

- la nature des prestations sous-traitées qui seront clairement détaillées,
- le nom, la raison ou la dénomination sociale, l'adresse et le n° de SIRET du sous-traitant proposé,
- l'objet du marché et le numéro du marché,
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance (direct ou pas) et le montant envisagé de chaque sous-traité,
- si le sous-traitant a droit au paiement direct, la déclaration précise :
 - . le montant prévisionnel des sommes à payer au sous-traitant
 - . les modalités de règlement de ces sommes
- joindre un RIB

Lorsqu'un sous-traitant doit être payé directement, le titulaire est tenu, lors de la demande d'acceptation, d'établir que le nantissement dont le marché a pu faire l'objet ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou d'avenant un DC1 et un DC2 (ou attestations équivalentes).

ARTICLE 6 : ASSURANCES ET RESPONSABILITES

6.1. Assurances

Le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

A tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

6.2. Responsabilités

Au titre du présent marché, le titulaire reste seul responsable de tous les dommages corporels, matériels et immatériels, consécutifs, résultant directement de la mise en jeu de sa responsabilité civile, au titre de l'exécution des prestations lui incombant, que ces dommages soient causés à des tiers ou au Groupe Hospitalier de La Rochelle-Ré-Aunis.

Le titulaire du marché assure, seul, pendant la durée du marché, à l'égard du Groupe Hospitalier, comme de tous les tiers, l'entière responsabilité de ses préposés et celle des techniciens spécialistes, des sous-traitants ou des agents auxquels il fait appel à un titre quelconque, à l'occasion de l'exécution du présent marché.

Après son intervention, le titulaire remet dans l'état de propreté trouvé à son arrivée, les locaux dans lesquels il a été amené à intervenir.

Sont exclus de la responsabilité du titulaire, sous bénéfice de preuves apportées par celui-ci, les dommages et conséquences dus à l'intervention perturbatrice d'un tiers que le titulaire n'a pas eu matériellement la possibilité d'empêcher. La responsabilité du titulaire peut être dégagée lorsque la preuve établie démontre que le titulaire a été dans l'impossibilité matérielle d'assurer sa prestation par le fait de la personne publique ou de son représentant désigné, ou par des causes non imputables à sa prestation (destruction par des tiers, vol, sinistres, etc.).

Nota : on entend par intervention perturbatrice, toute action portant directement ou techniquement atteinte au fonctionnement normal de tout élément de l'installation du marché.

6.3. Personnels d'intervention du titulaire

Les personnes désignées par écrit par le titulaire à la personne publique sont seules autorisées pour la maintenance des matériels et équipements objet du marché.

Si les interventions sont réalisées par une équipe, le responsable de l'intervention est nommément désigné par le titulaire.

ARTICLE 7 : RESILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE DU MARCHE

Conformément à l'article L2195-4 du Code de la Commande Publique, en cas de fraudes, d'inexactitude ou déclarations mensongères concernant les renseignements et déclarations sur l'honneur prévues aux articles R2143-3, R2143-4, R2143-6 et R2143-7 du Code de la Commande Publique, le marché pourra être résilié par le Groupe Hospitalier aux torts de l'opérateur économique et sans que celui-ci ne puisse prétendre à une indemnisation.

Le Groupe Hospitalier pourra à tout moment résilier le marché en faisant application des articles 29 et suivants du CCAG/FCS.

Le marché peut être résilié dans les formes prévues par le Cahier des Clauses Administratives Générales, notamment si le titulaire n'exécute pas les prestations, dans les délais et selon les règles de l'art habituellement pratiquées dans le domaine considéré.

La résiliation effectuée dans les conditions précisées à l'alinéa ci-dessus n'ouvre pas droit à l'indemnisation de l'opérateur économique.

7.1. Résiliation du marché pour faute du titulaire

Le marché pourra être résilié pour faute du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité dans les conditions prévues à l'article 32 du CCAG/FCS.

Cette résiliation est précédée d'une lettre recommandée avec accusé de réception, notifiant au titulaire le manquement en cause et la mise en demeure d'exécuter ses obligations contractuelles, dans un délai de 15 (quinze) jours calendaires à compter de l'envoi de ladite lettre.

S'il n'est pas donné suite à la mise en demeure, le pouvoir adjudicateur pourra résilier unilatéralement le marché. Cette décision sera notifiée au titulaire du marché.

7.2. Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

Le pouvoir adjudicateur pourra pourvoir à l'exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard soit, en cas de résiliation du marché pour faute du titulaire.

L'augmentation des dépenses, par rapport au prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire sera à sa charge.

ARTICLE 8 : DEROGATIONS AU CCAG/FCS

L'article 4.7 déroge à l'article 14 du CCAG/FCS.

ARTICLE 10 : VOIES DE RECOURS

Instance chargée des procédures de recours

Tribunal Administratif de POITIERS (Juridiction administrative)
15 rue de Blossac, BP 541, 86020 POITIERS CEDEX (05 49 60 79 19)

Organe chargé des procédures de médiation

Comité Interrégional Consultatif de Règlement Amiable des Litiges Marchés Publics
103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX CEDEX (05 56 69 27 18)